

[Texte]

minister said, it is an uneven profile across the country, but we would certainly put people in touch with knowledgeable individuals and police forces. We have been playing a monitoring role.

Mrs. Collins: You just spoke to a major gathering of police.

Ms Stanley: I have been out to the RCMP training academy to audit and to sit in on their sensitization courses. I am always a little more confident, as you mention, about those communities that are policed by the Royal Canadian Mounted Police. They have some very good things. I have had many discussions with Commissioner Inkster on this issue.

I was at a crime prevention conference three weeks ago and was quite pleased to see the number of provincial police forces that are making headway in this area.

Mrs. Clancy: Yes. I think our problem is still with the city police forces, particularly in the have-not provinces, I would suspect.

The second question I had, Minister, relates to the family violence initiative and the \$40 million. I am still hearing from various women's groups nationally that they are having difficulty accessing this money. I realize there are, as you say yourself, seven different departments. I wonder if there is any sort of central office or centralizing force within the government that could make it a little easier for some of these groups, many of whom are really taking their first steps into the transition house area, particularly in the rural areas across the country. But I am getting letters saying look, I am having difficulty; where do I go from here? I am not necessarily expecting you to answer that question right here and now, but I just really wanted to draw to your attention that the problem of access is still there. . . more than two years, almost three.

• 1200

Mrs. Collins: Are you thinking specifically on the Project Haven side, which is for the capital for shelters?

Mrs. Clancy: That, but just generally the reaction to the program that they are not quite sure who to write. They write to one department, they get shifted to another. It may just be standard government bureaucracy, but it has a very low frustration and acceptance level with these groups. Many of them are women who are for the first time really taking a step, and it does not take a great deal to shall we say put them off and depress them and cause them to think heck, there is nothing really here in the long run.

Mrs. Collins: As you know, that money is split up among Health and Welfare, Justice, Solicitor General, Secretary of State, Housing, and Indian Affairs, because each has its own program. So unless you know which program you are focusing on—

[Traduction]

communiquer avec la police et leur expliquer ce à quoi elles peuvent s'attendre des services de police. Comme la ministre l'a dit, la situation est inégale dans les différentes régions du Canada, mais nous mettons les gens en rapport avec des experts et avec les services de police. Nous jouons un rôle de surveillance.

Mme Collins: Vous venez tout juste de vous adresser à un important groupe de policiers.

Mme Stanley: Je suis allée à l'école de la GRC pour assister à leurs cours de sensibilisation. J'ai toujours un peu plus confiance, comme vous l'avez dit, lorsqu'une localité est surveillée par la Gendarmerie royale du Canada. La GRC a de très bons programmes. J'ai eu de nombreux entretiens avec le commissaire Inkster à ce sujet.

Il y a trois semaines, j'ai assisté à une conférence sur la prévention du crime, et j'ai été très heureuse de constater les progrès accomplis par bon nombre de services de police dans ce domaine.

Mme Clancy: Oui. Je pense que nous avons toujours des problèmes, cependant, avec la police municipale, particulièrement dans les provinces les moins riches.

Ma deuxième question, madame la ministre, concerne l'initiative dans le domaine de la violence familiale et les 40 millions de dollars. Divers groupes de femmes d'un peu partout au pays me disent qu'elles ont de la difficulté à obtenir des subventions en vertu de ce programme. Je sais qu'il y a sept ministères différents, comme vous le dites vous-même. Je me demande s'il y a une sorte de bureau central au sein du gouvernement qui pourrait faciliter les choses pour certains de ces groupes, dont bon nombre n'en sont qu'à la toute première étape dans le domaine des maisons de transition, particulièrement dans les régions rurales du pays. Je reçois des lettres dans lesquelles on me dit: «Écoutez, j'ai des problèmes; à qui dois-je m'adresser?» Je ne m'attends pas nécessairement à ce que vous répondiez à cette question immédiatement, mais je voulais tout simplement attirer votre attention sur le fait que le problème d'accessibilité existe toujours. . . après plus de deux ans, presque trois.

Mme Collins: Voulez-vous parler plus précisément d'Opération refuge, qui est un programme de subventions pour des refuges?

Mme Clancy: Oui, mais généralement, les gens ne savent pas trop à qui s'adresser. Ils écrivent à un ministère, qui les renvoie à un autre ministère. Il s'agit peut-être tout simplement de la bureaucratie gouvernementale habituelle, mais pour ces groupes, cela est très frustrant et mal accepté. Souvent, ce sont des femmes qui décident de faire quelque chose pour la première fois, et il en faut peu pour les décourager et pour qu'elles se disent qu'après tout, nous n'avons pas grand-chose à leur offrir.

Mme Collins: Comme vous le savez, ces fonds sont partagés entre Santé et Bien-être Canada, le ministère de la Justice, le ministère du Solliciteur général, le Secrétariat d'État, le ministère du Logement et les Affaires indiennes, car chacun a son propre programme. Donc, à moins de savoir de quel programme il s'agit exactement. . .